

La logique coloniale française : Des Basques aux Algériens, de la colonisation « intérieure » à la « colonisation extérieure »

SAÏD BOUAMAMA

Partager 165

26 août 2015

Article en PDF: 

Le discours sur la République et les « valeurs de la république » ont connu un retour fulgurant sur le devant de la scène politique et médiatique à l'occasion des attentats de janvier 2015 et de leur instrumentalisation idéologique par Manuel Valls. Le roman national construit par la classe dominante, comme idéologie de justification et de légitimation de son pouvoir, s'est de nouveau déployé avec ses concepts lourds et ses oppositions binaires (universalisme contre particularisme, modernité contre réaction, lumières contre obscurantisme, assimilation contre communautarisme, etc.). Nous nous sommes expliqués à maintes reprises sur les enjeux de cette séquence historique qu'a été « je suis Charlie[i] ». Nous voulons aujourd'hui faire le point sur ce qui rend possible une telle instrumentalisation : l'intériorisation massive dans une partie importante de la gauche du mythe de la « mission civilisatrice » comme outil d'émancipation des peuples de France à l'interne de l'hexagone, puis des peuples et nations d'Asie, d'Afrique et d'Amérique à l'externe. Les logiques, buts et processus qui ont présidé à la colonisation externe sont ainsi de même nature que ceux qui se sont déployés dans ce qu'il faut bien appeler une « colonisation interne ».



La colonisation comme processus de généralisation du rapport social capitaliste

Dans son historique « discours sur le colonialisme », Aimé Césaire analyse le capitalisme comme une « forme de civilisation qui, à un moment de son histoire, se constate obligée, de façon interne, d'étendre à l'échelle mondiale la concurrence de ses économies antagonistes[ii] ». Cette concurrence et cette logique extensives sont consubstantielles au capitalisme. Elles se sont d'abord déployées dans les périphéries proches des centres d'émergence du nouveau mode de production capitaliste avant que de s'étendre à des périphéries plus lointaines.

Rosa Luxemburg souligne à juste titre que cette logique extensive suppose et nécessite la destruction des « économies naturelles », des « économies paysannes » et des cultures populaires dans lesquelles elles se sont historiquement élaborées[iii]. Marx a décrit précisément l'enjeu pour le nouveau mode de production capitaliste de cette lutte : « On avait eu une production dont seul le surplus était valeur d'échange, et qui était présumée à la circulation ; on passe maintenant à une production qui ne fonctionne qu'en liaison avec la circulation et dont le contenu exclusif est la valeur d'échange[iv] ». Ce n'est donc pas par « méchanceté » ou par « vice » que se déploient la logique extensive et la guerre contre les « économies » périphériques (d'abord de proximité puis plus éloignées). Elles sont tout simplement la conséquence logique du nouveau mode de production. Réduire l'extension coloniale du mode de production capitaliste à une lutte contre le féodalisme en occultant qu'elle est aussi une lutte contre des « économies naturelles » et des « économies paysannes » pour reprendre les expressions de Rosa Luxemburg, conduit à la cécité face à la résistance hier comme aujourd'hui, dans l'hexagone comme à l'échelle internationale, à l'arasement et à l'uniformisation capitaliste. L'Etat français centralisateur n'a pas été qu'un outil de guerre contre le féodalisme mais aussi une machine de destruction des économies antérieures et des cultures qui les portaient.

Parlant des périphéries extra-hexagonales colonisées, Aimé Césaire résume comme suit les caractéristiques qui en font des obstacles à détruire pour le capitalisme :

« C'étaient des sociétés communautaires, jamais de tous pour quelques-uns. C'étaient des sociétés pas seulement anté-capitalistes, comme on l'a dit, mais aussi anticapitalistes. C'étaient des sociétés démocratiques, toujours. C'étaient des sociétés coopératives, des

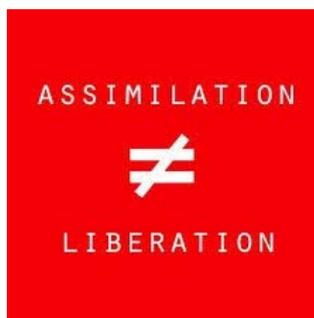
sociétés fraternelles[v]. »

Il y a bien sûr, idéalisation assumée de ces sociétés par Aimé Césaire car son écrit est une œuvre de lutte et de dénonciation, mais cela n'enlève rien aux principales caractéristiques de ces « économies naturelles et paysannes ». Rappeler ces faits ne veut pas dire que l'avenir est à construire par un retour vers ces formes du passé. L'histoire ne se réécrit pas en gommant certaines de ces phases mais en les dépassant vers un horizon d'émancipation.

La prise en compte de cette base matérielle de la colonisation est essentielle pour ne pas dériver vers une opposition idéaliste (et donc impuissante) à la colonisation. Cette dernière est dotée d'un mouvement historique l'amenant à prendre différents visages en fonction du rapport des forces. Les discours sur la nation, sur l'assimilation, sur l'intégration, sur l'universalisme abstrait, etc., ne sont que des accompagnements idéologiques d'un processus d'assujettissement total d'une périphérie à un centre au profit de ce dernier.

Ces discours ont d'abord été tenus dans le cadre de la construction nationale française avant que s'étende à des nations ultramarines. Ils ont été des instruments de la mise en dépendance économique et de l'assimilation culturelle et linguistique des cultures de l'hexagone, avant que de servir les mêmes buts (avec des moyens plus brutaux encore) pour les autres continents. La colonisation intérieure a précédé et a rendu possible la colonisation extérieure.

L'assimilation comme outil idéologique de la construction nationale française



Frantz Fanon souligne pertinemment que le processus colonial est indissociable du racisme. Il suppose pour se déployer l'émergence et l'intériorisation de deux complexes : le complexe de supériorité pour les uns et le complexe d'infériorité pour les autres[vi]. Le rôle de l'appareil d'Etat en France a justement été de produire, de favoriser et d'étendre ces deux complexes par tous les moyens disponibles de l'inculcation idéologique à la violence ouverte.

Dans ce processus d'assujettissement la question de la culture en général et de la langue en particulier, revêt une importance particulière. Il s'agit pour justifier l'assujettissement économique d'une périphérie à un centre de hiérarchiser les cultures et les langues. Le penseur des Lumières Denis Diderot pose ainsi comme une évidence indiscutable : « *Il est légitime dans un Etat unifié politiquement, de ne trouver qu'une seule langue, et de devoir considérer les autres formes linguistiques comme étant des patois qu'on abandonne à la populace des provinces*[vii]. » La confusion entre langue commune partagée et langue unique imposée révèle le processus d'assujettissement et de colonisation des périphéries. La langue étant indissociable de la culture qui lui a donné naissance, l'infériorisation linguistique est pour le mieux une infériorisation culturelle et pour le pire une destruction culturelle. Nous parlons de « mieux » et de « pire » en nous situant du point de vue des périphéries car pour le centre le « mieux » est la disparition totale de l'altérité c'est-à-dire l'assimilation.

Suzanne Citron a mis en évidence la logique de raisonnement conduisant à ce messianisme de destruction des altérités. Elle se base sur la réduction des protagonistes de la révolution française à une lutte binaire : bourgeoisie contre féodalité. Or une telle binarité est une simplification de la réalité sociale des habitants de l'hexagone. Elle élimine le troisième protagoniste : le monde paysan, ses peuples et ses langues :

« *En amont culture aristocratique franque, monarchique, catholique, en aval culture bourgeoise et urbaine, culture de la Raison, culture des lumières ; le système de représentation qui la sous-tendait n'intégrait pas le monde rural, ses patois, ses solidarités villageoises*[viii]. »

Qu'une telle attitude suppose un complexe de supériorité du centre est évident. Il s'agit ni plus ni moins de poser le caractère universel de la langue française en l'argumentant d'une supériorité d'essence. Voici comment en parle Bertrand Barrère de Vieuzac, député aux Etats généraux puis à la convention nationale, pour en appeler à une guerre pour éradiquer les autres langues de l'hexagone :

« *Le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton ; l'émigration et la haine de la République parlent allemand, la contre-révolution parle italien et le fanatisme parle basque. Cassons ces instruments de dommages et d'erreurs [...]. Il n'appartient qu'à la langue française qui depuis quatre ans se fait lire par tous les peuples [...], il n'appartient qu'à elle de devenir la langue universelle. Mais cette ambition est celle du génie de la liberté*[ix]. »

Cette logique de pensée déjà hégémonique au moment de la révolution bourgeoise (qui rappelons-le se déploie à la fois contre le féodalisme et contre les économies et cultures populaires), l'est encore plus ensuite, avec comme summum la troisième république qui est tout à la fois celle de la guerre à la diversité interne et celle de la colonisation externe. La construction nationale française se bâtit en conséquence par une négation des peuples de l'hexagone (occitan, basque, breton, etc.) par une confusion entre l'unité politique et l'unicité

culturelle et par une guerre à l'altérité. Mais cette négation n'est pas sans fondements matériels : elle s'enracine dans le besoin d'imposer les rapports sociaux capitalistes à des contrées fonctionnant jusque-là selon une autre logique économique. C'est pourquoi libération nationale et lutte des classes sont indissociables.

Libération nationale et lutte des classes



Parler de lutte de libération nationale à propos des peuples de l'hexagone fait courir en France un danger : celui d'être accusé de réactionnaire, de partisan d'un retour à la féodalité. Nous considérons au contraire que ne pas le faire revient à laisser le champ libre à l'extrême-droite qui sait à merveille canaliser des révoltes légitimes pour les détourner de leurs cibles réelles. Il convient donc de préciser de quoi il s'agit, non pas dans l'abstraction pure, mais dans les conditions concrètes du capitalisme français d'aujourd'hui.

Aborder la lutte de libération nationale sans la relier à la lutte des classes est selon nous un non-sens. Elle est de fait un combat contre une classe sociale qui hiérarchise le territoire en centres et périphéries, qui ne peut que le faire, qui a besoin de le faire pour maintenir ses profits. C'est pourquoi limiter le combat à la question linguistique ne peut que produire de l'impuissance politique. A l'inverse se contenter de parler de lutte anticapitaliste sans l'ancrer dans les conséquences concrètes d'assujettissement économique et d'oppression culturelle, conduit à la même impasse. Une telle approche, encore majoritaire à gauche en France, aboutit, consciemment ou non, à un regard méprisant sur les formes de révolte qui émergent spontanément face à la domination.

Ne soyons pas naïfs pour autant. Nos luttes contemporaines se déploient dans un cadre précis, celui de la mondialisation capitaliste et d'une Europe qui en est un des principaux pôles. Cette Europe est parcourue de contradictions, les Etats les plus puissants voulant y occuper une place hégémonique (la France et l'Allemagne en particulier). C'est pour cette raison que nous assistons pour l'Europe du Sud à un retour de mécanismes coloniaux c'est-à-dire à une logique d'assujettissement de ces économies aux centres que sont la France et l'Allemagne. L'épisode grec que nous venons de vivre en est une expression significative. Dans ce contexte nouveau des aspirations justes peuvent être instrumentalisées, des luttes légitimes peuvent être canalisées vers des objectifs réactionnaires, des réactions à l'oppression peuvent être manipulées pour asseoir d'autres oppressions. C'est ainsi au nom de la défense des droits des « minorités » que sont légitimées plusieurs des guerres impérialistes contemporaines au Moyen-Orient et en Afrique.

En définitive la question qui est posée est celle du combat pour la fin de l'assujettissement colonial (et donc aussi du capitalisme qu'il sert) et de la conception de l'Etat qui l'accompagne. La solution n'est pas, selon nous, dans un retour au passé mais dans l'invention d'un avenir. Pour ce faire regarder ailleurs peut aider à développer un imaginaire de la libération. La Bolivie par exemple et son « Etat plurinational » peut nous aider à penser l'avenir.

NOTES :

[i] Voir nos articles : 1) Le discours des « valeurs de la république » : Un nouveau masque de l'idéologie dominante, 2) Les fondements historiques et idéologiques du racisme « respectable » de la « gauche » française, 3) La prise en otage des enseignants ou l'instrumentalisation de l'école publique, 4) Les premiers fruits amers de l'unité nationale : Guerres, peurs, humiliation, mises sous surveillance, 5) L'attentat contre Charlie Hebdo : l'occultation politique et idéologique des causes, des conséquences et des enjeux, etc., <https://bouamamas.wordpress.com/>

[ii] Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, Présence africaine, Paris, 2004 [rééd.], p. 9.

[iii] Rosa Luxemburg, *l'accumulation du capital*, tome 2, Maspero, Paris, 1976, pp. 43-91.

[iv] Karl Marx, *Fondement de la critique de l'économie politique*, Anthropos, Paris, 1968, tome 1, pp. 203-204.

[v] Aimé Césaire, op.cit.

[vi] Frantz Fanon, *Racisme et Culture*, in *Pour la révolution africaine*, La Découverte, Paris, 2001 [rééd.], pp. 37-53. Voir aussi Frantz Fanon, *Peau noire, masques blancs*, Seuil, Paris, 1952.

[vii] Denis Diderot, *Langue, Œuvres*, La Pléiade, Paris, 1946, p. 210.

[viii] Suzanne Citron, *Enseigner l'histoire aujourd'hui. La mémoire perdue et retrouvée*, Editions ouvrières, Paris, 1984, p. 67.

[ix] Bertrand Barrère de Vieuzac, Rapport au comité de salut public, in Michel Certeau, Dominique Julia et Jacques Revel, *Une politique de la langue*, Gallimard, Paris, 1975.

Source : [Investig'Action](#)

[Haut de la page](#) - [Accueil](#)

copyright michel

graphisme dev: Platanos studio

[Qui sommes-nous ?](#) | [Agenda](#) | [Nous écrire](#) | [Organiser un débat](#) | [Participer](#) | [Liens](#) |